

Cuba Si France Provence



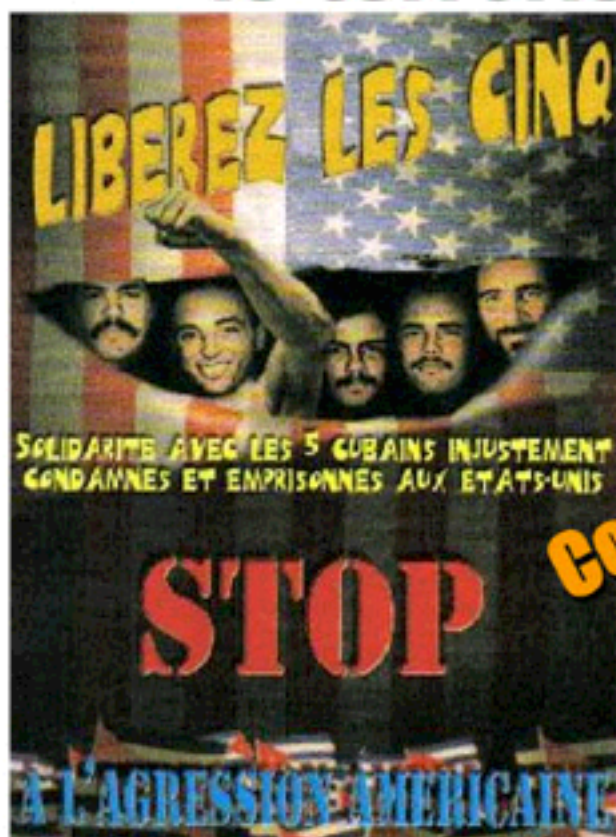
Salon de Provence

Tél : 06 71 78 59 72

Email : Cubasifranceprovence@free.fr

Site internet : <http://vivecuba.free.fr>

Les Cubains de Miami Condamnés aux Etats Unis pour avoir lutté contre le terrorisme



par Françoise Lopez
septembre 2005

**Couppables de
combattre
le terrorisme**



I . LE GUEPIER dans lequel les 5 VONT TENTER DE LUTTER CONTRE LE TERRORISME

« Depuis deux siècles, les administrations américaines n'ont pas hésité à utiliser tous les moyens pour maintenir CUBA dans la situation de « réserve stratégique » ou « d'arrière-cour ». Lorsqu'ils n'ont pu acheter CUBA tout comme ils se sont emparés des PHILIPPINES, ou l'assujettir au statut de néo-colonie, comme ils l'ont fait avec PORTO RICO, ils ont décidé d'intervenir militairement, en 1898, alors que les combattants de la liberté cubains avaient déjà vaincu les Espagnols. La fin du siècle dernier fut sombre pour les Cubains : leur victoire sur les colons espagnols leur fut volée, tout comme la création de leur état, nation libre et indépendante. C'est pourquoi les Américains n'ont pas supporté qu'au lendemain de la victoire de la Révolution, en 1959, les nouveaux dirigeants brandissent l'étendard de l'indépendance nationale en exerçant leur droit à la souveraineté nationale » (Jean SOLBES, « Le défi cubain »)

Soutenu pendant de longues années par les U.S.A., Fulgencio BATISTA est abandonné par ceux-ci aussitôt qu'il s'avère de façon évidente que le peuple cubain soutient la Révolution. Le 1^o janvier 1959, il prend la fuite, entraînant à sa suite la classe dirigeante qui quitte l'île dans des yachts chargés de lingots. A cette époque-là, une grande partie de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, l'analphabétisme atteint des records et quelques grands propriétaires terriens se partagent l'essentiel des terres. La mafia y règne en maître, casinos et prostitution y sont florissants. CUBA vit du commerce du sucre et ce commerce profite exclusivement aux USA qui achètent toute la production cubaine à des prix qu'ils fixent eux-mêmes.

Dès son arrivée au pouvoir, Fidel CASTRO , qui ne se réclame pas du marxisme (« La révolution cubaine, assure-t-il, est verte comme les palmiers de CUBA ») , nationalise 400 fermes privées d'une superficie supérieure à 400ha, crée 400 « magasins du peuple » et 485 coopératives. Un an plus tard, il nationalise 380 industries et corporations étasuniennes et du grand capital cubain. Mais surtout, il recherche pour le sucre cubain des acheteurs qui le paient le juste prix.

Naturellement, les U.S.A ne peuvent accepter cette marque d'indépendance de la part d'une petite île qu'ils considèrent comme une extension naturelle de leur territoire. D'autant plus que des hommes politiques étasuniens importants y avaient des intérêts :

William PAWLEY, conseiller du président Dwight EISENHOWER pour les affaires cubaines, était aussi propriétaire de la Compagnie de gaz de LA HAVANE, J.C. KING, chef de la C.I.A. était associé de PAWLEY et avait de gros investissements dans l'île, sans parler de la puissante mafia italo-étasunienne, « la cosa nostra »

Le 6 avril 1959, la revue TIME s'indigne de l'attitude indépendante de CUBA et écrit : « Le neutralisme de CASTRO est un défi aux ETATS-UNIS. »

1)° Alors va débuter une longue série d'ATTENTATS et d'INTERVENTIONS MILITAIRES :

Dans l'île voisine, SAINT-DOMINGUE, sous les auspices du dictateur Léonidas TRUJILLO et avec la bénédiction des U.S.A., est créée la « Légion anticommuniste des CARAIBES » qui comprend environ 800 mercenaires cubains, français, espagnols, belges, et d'autres nationalités, et se prépare à envahir CUBA . Le premier détachement de cette organisation est capturé, mais au même moment se met en place « l'opération 40 » premier plan mis en place intégralement par la C.I.A., qui échoue également, en particulier parce que les U.S.A. ne parviennent pas à organiser des groupes contre-révolutionnaires solides à l'intérieur de l'île. Devant cette suite d'échecs, les U.S.A décident de passer aux attaques terroristes : elles seront nombreuses et nous citerons pour mémoire :

- l'explosion en rade de LA HAVANE du bateau français « LA COUBRE » qui livrait des armes à CUBA, le 4 mars 1960, et qui fit 101 morts et 200 blessés,
- les petits avions en provenance de FLORIDE qui lâchaient des bombes incendiaires au-dessus des raffineries de sucre, des entreprises, et des plantations,
- les vedettes qui mitraillaient les villages de la côte, faisaient couler des embarcations et enlevaient des pêcheurs,
- la disparition de Camillo CIENFUEGOS poursuivi par un avion étasunien, et qu'on ne retrouvera jamais.

Dès mars 1960, le président EISENHOWER donne le feu vert à la C.I.A. pour préparer un assaut militaire à grande échelle mais c'est son successeur, J.F. KENNEDY qui mettra ce plan à exécution : ce sera l'invasion de « la baie des Cochons » :

« Ainsi s'établit à MIAMI l'un des plus grands bureaux que la C.I.A ait eu dans toute son histoire, rapporte Hernando Calvo OSPINA dans son livre « Dissidents ou mercenaires ? » ; sa mission centrale était de recruter, et naturellement de payer les Cubains qui souhaitaient envahir leur propre pays. D'après des recherches ultérieures, l'un des jeunes officiers de la C.I.A., futur président de la nation étasunienne, George BUSH, était l'un des recruteurs....Au départ, 13 millions de \$ étaient destinés au financement de l'invasion ; une partie de cet argent provenait du trafic d'opium que la C.I.A. avait établi à partir du Triangle d'or. »

Le 3 juillet 1960, les U.S.A. réduisent leurs importations de sucre cubain. Le 19 octobre le gouvernement étasunien déclare un embargo partiel : toutes les exportations vers CUBA sont interdites sauf les médicaments et les produits alimentaires non subventionnés. Le gouvernement cubain nationalise les entreprises cubaines et procède à la socialisation du commerce de gros et de détail.

Le 3 janvier 1961, le gouvernement des U.S.A. rompt unilatéralement les relations diplomatiques avec CUBA et le 17 interdit à ses citoyens de se rendre dans l'île. Le 16 avril, Fidel CASTRO proclame le caractère socialiste de la Révolution.

Quelques heures plus tard, des bateaux et des avions transportant environ 1500 mercenaires étaient prêts à mettre le cap sur Playa Giron.

Ce sera l'une des pires humiliations subies par les U.S.A. : près de 100 tués, autant de blessés, et plus de 1000 prisonniers qui, pensant être voués au peloton d'exécution seront échangés contre des vivres et des médicaments. Ils pourront

donc fêter Noël en famille, en FLORIDE et le 29 décembre 1962, le président KENNEDY, qui avait reconnu le 24 avril la responsabilité des U.S.A dans cette affaire, assiste avec son épouse à une cérémonie organisée pour fêter leur retour. A cette occasion, Jacqueline KENNEDY, première dame des U.S.A. qualifie les mercenaires d' « hommes les plus courageux qui soient au monde » et le président, lorsque les chefs de la Brigade lui confient leur drapeau, promet de le leur rendre « dans une HAVANE libre ».

Peu après l'échec de cette tentative, le président KENNEDY crée un comité spécial pour parvenir à ses fins. D'après des documents déclassés, lors de la réunion du 4 novembre, Robert KENNEDY, procureur général et frère du président, résume ainsi les projets de ce comité : « Je pense résoudre les choses par l'espionnage, le sabotage, le désordre général, dirigés et mis en œuvre par les Cubains eux-mêmes sans distinction de groupe, à l'exclusion des partisans de BATISTA et des communistes. »

Se met alors en place l' « opération Mangouste » destinée à semer le désordre généralisé afin de provoquer un soulèvement populaire. Parmi les diverses formes d'actions prévues, il faut noter les pluies chimiques sur les plantations de canne à sucre et autres cultures, les attentats contre Fidel CASTRO, certains complètement délirants, comme celui qui aurait consisté à lui faire fumer un cigare drogué destiné à lui faire tomber les poils de la barbe, et qui n'a naturellement jamais pu être réalisé...

« Pour ces actions terroristes et d'autres, déclare Hernando Calvo OSPINA, la C.I.A. s'est appuyée sur le monde du crime, principalement sur les puissants mafiosi John ROSSELLI, Santos TRAFFICANTE et Momo Salvatore GIANCANA ». A la fin du mois de janvier 1962, CUBA est expulsé de l'O.E.A. Les U.S.A demandent alors à l'O.T.A.N. de faire pression sur le gouvernement révolutionnaire et à tous leurs alliés d'interdire le commerce de matériel stratégique avec CUBA.

Au début de l'année 1962, commence un recrutement massif pour former des unités cubaines dans l'armée étasunienne. Devant cette menace, le gouvernement demande à l'U.R.S.S. de lui fournir des armes lourdes, et c'est ainsi que des missiles à tête nucléaire seront installés sur le territoire cubain...Nous connaissons la suite... Dans les négociations finales, les U.S.A. s'engageront à ne plus attaquer CUBA. Le gouvernement étasunien va alors se tourner vers une autre forme d'action : l'étouffement économique.

2°) Le blocus :

Le 3 février 1962, le gouvernement étasunien impose un embargo total sur le commerce avec CUBA, sauf pour les médicaments et les produits alimentaires non subventionnés mais la C.I.A. considère que cette forme d'action ne saurait être vraiment efficace, sauf si elle est étendue dans le temps. Elle sera donc constamment renforcée pour devenir un véritable blocus destiné à isoler complètement CUBA du reste du monde.

En mai 1966, la loi « nourriture contre liberté » interdit toute aide alimentaire aux pays qui commerceraient avec CUBA et avec le VIETNAM.

Le 5 février 1992, la loi TORICELLI interdit le commerce avec CUBA à toute filiale d'une entreprise étasunienne (70% de ce commerce concerne l'alimentaire et les médicaments) et menace de sanctions tout pays sud-américain qui continuerait à commercer avec ce pays. Elle stipule aussi que tout navire qui aurait mouillé dans un port cubain se verrait interdire l'accès aux ports étasuniens pendant une durée de 6 mois (cette durée sera plus tard prolongée à 18 mois) et autorise le financement de groupes d'opposition au gouvernement cubain aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'île.

Cette loi sera à nouveau renforcée en 1996 par le loi HELMS-BURTON qui menace de sanctions tout gouvernement qui porterait assistance à CUBA, interdit l'entrée aux U.S.A de toute personne investissant ou travaillant à CUBA dans les anciennes propriétés étasuniennes, ainsi qu'aux membres de leur famille. Elle donne la possibilité à tout citoyen étasunien de porter plainte aux U.S.A. contre tout citoyen étranger qui travaille ou investit dans des entreprises ou des biens nationalisés après la Révolution et d'obtenir de ces « trafiquants » des compensations. S'il s'agit d'entreprises, le marché étasunien leur sera fermé. Il faut noter que ces mesures extra territoriales sont en profond désaccord avec le droit international qui stipule que c'est la loi du territoire sur lequel un bien déterminé est situé qui détermine les règles de propriété. Le tribunal suprême des U.S.A. jugea ainsi, en 1964, dans le procès de la Banque Nationale de CUBA contre Peter FLF SABBATINO que « les tribunaux nord-américains ne pouvaient juger la validité des expropriations décidées par un gouvernement étranger de propriétés situées dans le territoire où ce gouvernement étranger exerce sa souveraineté ». La loi HELMS-BURTON viole donc non seulement le droit international mais aussi les lois étasuniennes.

Nous savons d'autre part qu'au moment des nationalisations, toutes les personnes et les compagnies concernées avaient signé avec CUBA des accords de compensation et avaient été dédommagées. Seuls les U.S.A. avaient refusé de signer ces accords...

Enfin, nous retrouvons dans les 28 conditions posées en préalable à la reprise de relations diplomatiques avec CUBA des conditions que nous connaissons bien :

- réforme de l'économie et des institutions,
- privatisation des industries et des grandes propriétés, etc...

Cette loi est encore en vigueur de nos jours, elle a même été renforcée l'année par de nouvelles mesures qui prévoient en particulier la limitation des voyages des Cubains résidant aux USA vers CUBA, l'interdiction d'apporter une aide économique aux membres de la famille restée à cuba si ceux-ci font partie du Parti communiste Cubain, etc...

Le blocus, lui aussi, est toujours en vigueur, bien que chaque année, il soit largement condamné à l'ONU(seuls 4 pays ont voté cette année pour son maintien).

3°) La propagande

Le 4 octobre 1983, Ronald REAGAN alors président des U.S.A. signe le décret instituant RADIO MARTI., qui sera bientôt suivie de TELE MARTI, également

financée par WASHINGTON afin « de transmettre une information non contrôlée », traduisez : « afin d'inonder CUBA de propagande anticastriste ».

L'un des membres fondateurs de ces médias est Jorge MAS CANOSA, également fondateur de la plus importante association de Cubains exilés, créée en 1981 avec l'aide de WASHINGTON, la Fondation nationale cubano-américaine, et surnommé le « caudillo » de MIAMI. Il sera jusqu'à sa mort l'interlocuteur privilégié de l'administration étasunienne, et l'un des partisans les plus féroces du blocus contre CUBA.

C'est donc dans ce contexte d'agressions permanentes et de mauvaise foi systématique, que les Cinq Cubains vont tenter d'infiltrer les réseaux terroristes de Miami à une époque où un espoir de collaboration avec les USA dans la lutte anti-terroriste voit le jour. Mais cet espoir ne se concrétisera pas et que c'est cet échec que ces cinq patriotes vont payer de leur liberté. Nous allons voir comment cela est arrivé.

II. LES EVENEMENTS QUI ONT CONDUIT A L'ARRESTATION DES 5 :

- 12 avril 1997. Explosion d'une bombe dans la discothèque Aché de l'hôtel Meliá Cohíba. C'est le premier d'une série d'attentats contre des hôtels réalisée par le réseau monté en Amérique centrale par Luis Posada Carriles et financée par la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA).
- 30 avril 1997. Des forces spécialisées du ministère de l'Intérieur désamorcent une bombe découverte au quinzième étage de l'hôtel Meliá Cohíba.
- 12 juillet 1997. Deux explosions quasi simultanées aux hôtels Capri et Nacional. Quatre blessés.
- 4 août 1997. Explosion d'une bombe à l'hôtel Meliá Cohíba.
- 11 août 1997. Le Conseil d'administration de la Fondation nationale cubano-américaine publie un communiqué triomphaliste et cynique où il présente les explosions dans les hôtels comme « des incidents de rébellion interne se succédant dans l'île depuis plusieurs semaines. que la FNCA soutient sans ambages ni réserves. »
- 4 septembre 1997. Explosions dans les hôtels Capocabana, Château et Triton, et au restaurant La Bodeguita del Medio. Le jeune touriste italien Fabio di Celmo perd la vie dans le premier attentat.

Du 17 octobre 1992 au 30 avril 1997, les autorités cubaines avaient recensé treize graves actions de cette nature, visant tout spécialement les installations touristiques et financées dans leur quasi-totalité par la Fondation nationale cubano-américaine. Elles firent donc parvenir un rapport circonstancié au président des Etats-Unis par l'intermédiaire d'une personnalité politique éminente ayant réalisé une visite privée dans l'île début mai.

Par ailleurs, elles avaient aussi adressé de nombreuses notes diplomatiques à l'administration étasunienne par l'intermédiaire de la Section des

intérêts des USA (SINA) à La Havane.

- 1er octobre 1997. À 23 heures, Michael Kozak, chef de la SINA, téléphone au ministère cubain des Relations extérieures (MINREX) pour lui faire part d'une information en provenance d'un pays tiers selon laquelle un attentat à la bombe risquait d'être perpétré contre une installation touristique de La Havane, dans les prochaines vingt-quatre heures, soit le 1er ou le 2 octobre, qu'il n'avait pas été possible de confirmer cette information, mais qu'il souhaitait que les autorités cubaines la connaissent.

- 2 octobre 1997. Le MINREX convoque le chef de la SINA dans la matinée pour obtenir des précisions sur cette information et pour l'en remercier officiellement.

- 5 octobre 1997. Le MINREX convoque le chef de la SINA pour lui lire le message suivant et lui en remettre une copie :

« En ce qui concerne l'information relative à un attentat éventuel dans une installation touristique de La Havane les 1er ou le 2 octobre, nous tenons à dire que, même si aucune explosion ne s'est produite, nous avons pu vérifier que ladite information était rigoureusement exacte et que ses caractéristiques étaient similaires à celles des attentats antérieurs.

« Estimant que ceci peut être intéressant et utile aux autorités étasuniennes, nous tenons à vous informer que la source qui l'a fournie s'est avérée véridique. L'action s'est faite dans la plus grande discrétion souhaitée. Nous vous en savons gré. »

Le chef de la SINA a répondu que l'information fournie était utile ; qu'ils l'avaient obtenue sans avoir pu la confirmer, car il s'agissait de rumeurs ; qu'ils pouvaient maintenant faire davantage confiance à la source ; que lui-même se rendrait à Washington le dimanche suivant et qu'il emporterait cette information qu'il jugeait positive ; que s'ils obtenaient davantage d'informations de la part de cette source, ils sauraient comment agir ; qu'ils n'avaient découvert rien de nouveau dans les investigations faites aux USA, mais qu'ils les poursuivaient en Amérique centrale, surtout après l'article publié par le Miami Herald. Le chef de la SINA a affirmé que toute information dont disposerait Cuba et qu'elle pourrait fournir aux USA serait très utile, et il a conclu en affirmant que « c'était bon ».

- 7 mars 1998. Le chef de la SINA demande à être reçu d'urgence au MINREX afin de faire parvenir une information sensible, provenant d'une source dont la véracité n'a pas été déterminée, selon laquelle un groupe d'exilés cubains se propose de réaliser un attentat à la bombe à Cuba entre le 7 et le 8 mars. Qu'elle ignorait le lieu, la date et l'objectif concrets, mais que les explosifs étaient déjà dans l'île.

- 9 mars 1998. Le ministre des Relations extérieures reçoit le chef de la SINA et lui lit la note ci-après :

Au sujet de l'information verbale offerte samedi dernier, 7 mars, concernant des plans d'attentat terroristes organisés par des exilés cubains les 7 ou 8 mars courant, et le fait que les explosifs étaient déjà à Cuba, nous tenons à vous communiquer ce qui suit :

1. Il s'est avéré une fois de plus que les sources d'informations des autorités étasuniennes sur ces activités étaient absolument dignes de foi.

2. Mercredi dernier, 4 mars, dans l'après-midi, les autorités ont arrêté deux personnes en provenance de l'étranger et porteuses d'explosifs et de moyens grâce auxquels elle se proposaient, sous promesse de paiement en liquide pour chaque bombe, de réaliser quatre actions terroristes semblables à celles qui ont été commises auparavant, organisées de la même manière, dans le même but et selon les mêmes méthodes.
3. Les autorités cubaines tentent de réunir la plus grande quantité d'information supplémentaire possible.
4. Ces faits criminels sont extrêmement graves et portent préjudice non seulement à Cuba et aux USA, mais encore à d'autres pays de la région. Nous avons le devoir d'empêcher qu'ils se réalisent impunément. Ceci ne serait pas difficile si les Etats-Unis et Cuba coordonnaient la lutte contre ces actions par l'intermédiaire de leurs organes correspondants. C'est d'ailleurs ce qui s'est fait dans certains cas de trafic de drogues, avec le plus grand sérieux et dans la plus grande discrétion.
5. Nous n'avons pas donné d'information publique de ces faits à ce jour, compte tenu de certaines démarches et investigations en cours de notre part, mais il ne sera pas possible de ne pas les rendre public en temps opportun.
6. Nous vous remercions sincèrement de l'information fournie.

Une fois la lecture conclue, le chef de la SINA a tout d'abord remercié et félicité les autorités cubaines de leur efficacité. Il a ajouté que, si nous disposions de plus d'informations ou de pistes à suivre pour pouvoir déterminer qui contrôle ou soutient lesdites activités, il serait très utile que nous les fournissions au gouvernement étasunien, car celui-ci est fermement décidé à poursuivre les responsables de ces actions et à appliquer la loi contre eux. Il a insisté sur le fait que les autorités étasuniennes n'avaient pas d'information sur le dirigeant de ces actions, que plusieurs personnes avaient des antécédents, mais que toutes ne vivaient pas, ou travaillaient ou passaient par Miami, voire par les Etats-Unis ; que certaines vivaient à l'étranger, si bien qu'il était difficile d'agir contre elles ; que l'administration étasunienne était convaincue que ces faits n'arrangeaient personne. Un fonctionnaire accompagnant le chef de la SINA a signalé qu'ils étaient très intéressés par ce que le colonel Rabeiro avait dit à la télévision : à savoir que les autorités cubaines disposaient d'enregistrements de conversations téléphoniques du terroriste salvadorien avec l'Amérique Centrale, que cette information serait très utile, car elle permettrait de repérer plus aisément ceux qui contrôlent ces activités. Les fonctionnaires de la SINA ont ajouté qu'après la guerre en Amérique Centrale, de nombreuses personnes d'extrême droite dans ces pays étaient impliquées dans des activités criminelles ; ils ont grandement apprécié l'importance que revêtait le fait d'avoir pu corroborer que leur source était digne de foi et ils ont compris l'importance de la collaboration dans ce domaine. Pour conclure, ils ont de nouveau insisté sur la nécessité de partager n'importe quelle information.

- 18 avril 1998. Compte tenu de ces échanges positifs et ayant appris que l'écrivain Gabriel García Márquez allait se rendre prochainement aux USA et qu'il y rencontrerait William Clinton, qui, comme bien d'autres personnes dans le monde, a lu et apprécie ses livres et avec qui il avait déjà eu des rencontres, j'ai décidé de rédiger personnellement un message au président des Etats-Unis.(...)

- 9 mai 1998. John Boardman, chef p.i. de la SINA, est reçu au MINREX. Il a reçu des instructions, la veille au soir, de faire parvenir un message à Alarcón et au ministère. Il est incontestable que mon message était arrivé le même jour ou avait eu les effets que « Gabo » en attendait. Le chef p.i. informe donc : par une voie qu'il ignore, le gouvernement cubain a fait savoir au sien sa préoccupation justifiée que des organisations installées aux Etats-Unis aient l'intention de mener des actions terroristes contre Cuba, notamment dans le domaine du tourisme et, tout particulièrement, des actions contre des avions de passagers ayant à bord des touristes se rendant à Cuba ou en partant. Le gouvernement des Etats-Unis tenait à donner la réponse suivante :

« Le gouvernement des Etats-Unis ne possède pas d'information sur des liens existant entre des nationaux et les actes terroristes commis dans les hôtels. La presse a fait des conjectures à ce sujet, mais le gouvernement des Etats-Unis ne possède pas d'information sérieuse sur ce plan.

« Le gouvernement des Etats-Unis a présenté de nombreuses notes diplomatiques faisant état de sa disposition à analyser toute information ou toute preuve physique dont disposerait le gouvernement cubain qui fonderait ces assertions.

« Le gouvernement des Etats-Unis tient à réitérer qu'il s'agit d'une offre sérieuse. Il est prêt à recevoir toute information et à évaluer l'occasion propice permettant à ses experts d'examiner toute preuve physique dont le gouvernement cubain disposerait à cet égard.

« Le gouvernement des Etats-Unis exprime son inquiétude devant ces actions terroristes et se dit prêt à agir à partir de ces informations pour faire appliquer la loi et combattre le terrorisme international.

« Le gouvernement des Etats-Unis demande au gouvernement cubain de partager

les informations adéquates en provenance d'autres gouvernements qui pourraient avoir une relation avec le risque d'actes terroristes concernant des vols à Cuba depuis leurs territoires. »

- 11 mai 1998. Remírez informe avoir été convoqué au département d'Etat pour une rencontre avec John Hamilton, qui lui a dit ce qui suit :

1. Objectif réunion était de réitérer la prise de position de la SINA de samedi dernier, et répondre à nos inquiétudes concernant des activités terroristes, et de hâter les choses par une double track diplomacy (diplomatie à deux voies).

2. Comme à d'autres occasions antérieures, ils ont pris au sérieux nos inquiétudes sur d'éventuels actes terroristes contre des installations touristiques et des avions.

3. Selon les vérifications faites par eux, aucune preuve n'indique l'existence de plans depuis les Etats-Unis.

4. Par le passé, face à nos allégations que des personnes ou des organisations, ou les deux à la fois, aux Etats-Unis pourraient être impliquées dans des actes terroristes contre Cuba, ils nous ont demandé des preuves pour pouvoir enquêter.

5. Ils tiennent à insister actuellement sur le sérieux de leur offre de mener des enquêtes et d'adopter des mesures appropriées face à toute preuve dont nous disposerions. Ce n'est pas une tentative de renvoyer la balle dans notre

camp ni non plus une démarche simplement formelle.

6. Ils veulent sérieusement examiner avec nous toute preuve dont nous disposerions et en assurer le suivi jusqu'à éclaircissement. De notre côté, nous les avons remerciés de leur offre, les assurant que nous la transmettrions à nos autorités et nous leur avons demandé si l'offre incluait la coopération entre les deux pays dans le cas d'une enquête éventuelle, ce à quoi Hamilton a répondu qu'il supposait qu'il en serait ainsi. Il a réitéré que l'offre était sérieuse et non une simple réponse diplomatique, ajoutant que le seul objectif de la réunion était celui-ci, du fait de son importance.

- 12 mai 1998. Le MINREX convoque le chef p.i. de la SINA et lui transmet la réponse suivante à la demande présentée le samedi 9 au nom du gouvernement des Etats-Unis. Rappelez-vous que l'entretien de Gabo à la Maison-Blanche a eu lieu le 6 :

Nos informations sont très sûres, mais par des voies très sensibles à la divulgation des sources. Nous ne pouvons pas travailler comme vous le proposez. Nous nous félicitons de savoir que vous êtes sur le qui-vive et que vous prêtez attention à ce problème.

Le chef p.i. de la SINA nous a remerciés de notre prompt réponse et a fait état de sa disposition à analyser toute information que nous estimerions appropriée sans compromettre la source. Le fonctionnaire qui l'accompagnait et qui avait été décrit comme chargé des questions relatives à l'application de la loi et aux questions de sécurité, est intervenu pour affirmer que son gouvernement va suivre de près cette question par toutes les voies possibles, à travers toutes ses agences et en contact avec les différents groupes. Et qu'il vérifierait aussi auprès de services d'autres pays. Il a commenté que « de nos jours, toute menace de cette nature est intolérable »

- 20 mai 1998. Alarcón reçoit un appel téléphonique d'Hamilton depuis Washington, qui lui explique que cet appel personnel se doit à l'importance de la question et qu'il tient à lui affirmer ce qui suit :

a.. Sur les risques d'actions terroristes contre des avions desservant Cuba : ils prennent très au sérieux l'information fournie par Cuba et ils adopteront des mesures de sécurité dans les avions partant des Etats-Unis.

b.. Pour mener d'autres actions, ils auraient besoin d'analyser les preuves que nous possédons à Cuba. Ils sont prêts à dépêcher des experts à Cuba pour les analyser avec nous.

c.. Avec les preuves reçues de nous, ils ne peuvent avertir d'autres pays d'où décollent aussi des avions vers Cuba. Au cas où nous ferions nous-mêmes ces avertissements, nous pouvons informer ces pays que les Etats-Unis seront disposés à envisager d'une manière rapide les demandes d'aide technique en vue de prévenir des incidents.

- 3 juin 1998. Michael Kozak, chef de la SINA, s'entretient avec Alarcón. Il l'informe des préparatifs concernant l'envoi à Cuba d'une délégation du FBI et lui remet le texte que les autorités étasuniennes pensent distribuer aux compagnies aériennes afin que la partie cubaine l'examine. Le texte est rédigé comme suit :

Nous avons reçu des informations non confirmées au sujet d'un complot visant à la pose d'engins explosifs à bord d'avions civils desservant Cuba à partir de pays latino-américains. Les personnes impliquées dans le complot prévoient de

déposer un petit engin explosif à bord d'un avion afin que l'engin explose durant la prolongation du service. Selon des informations, l'engin explosif est de petite taille, contient un fusible et un chronomètre numérique pouvant être programmé jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf heures avant. Nous n'avons pas d'indication de cible, de site et temps concrète.

Nous ne pouvons écarter la possibilité que la menace touche des opérations internationales de transport de marchandises depuis les Etats-Unis. Le gouvernement des Etats-Unis continue de chercher des informations supplémentaires en vue d'éclaircir, de vérifier ou de démentir cette menace.

- 4 juin 1998. Alarcón reçoit des instructions de répondre que la délégation peut venir à partir du 15.

5 juin 1998. Alarcón remet au chef de la SINA la réponse cubaine ci-après, que j'avais rédigée personnellement - je suivais la question de près, bien entendu, dès le moment où j'avais fait parvenir le message - à la proposition de circulaire présentée par les Etasuniens :

Nous n'avons pas demandé qu'on avertisse les compagnies aériennes. Ce n'est pas là une manière de faire face à ce problème, dont la solution peut et doit passer par d'autres mesures.

De fait, nous avons adopté beaucoup de mesures pour protéger surtout les avions. Nous avons soulevé la question pendant des semaines jusqu'au jour où les coups que nous avons assenés en arrêtant les terroristes ici, en découvrant tous leurs plans, en obtenant les aveux des personnes arrêtées, nous ont permis de connaître tout en détail, de dénoncer ces projets, de détruire ces plans. C'est Cuba qui a détruit ces plans. Et c'est pourquoi je disais dans cette note que ce n'était pas la bonne méthode de faire face à ce problème, qu'il fallait adopter d'autres mesures.

Nul ne pourrait garantir la discrétion requise. [Et c'est bien ce qui s'est passé !] Une indiscretion dans ce cas pourrait même gêner les investigations et entraver des mesures plus efficaces.

Cette circulaire pourrait aussi provoquer la panique, causant des dommages considérables à l'économie cubaine, ce que cherchent justement les terroristes. Ce dommage toucherait en plus les lignes aériennes.

Aussi ne sommes-nous pas d'accord avec un tel avertissement et nous y opposons-nous catégoriquement. Nous pouvons analyser correctement les mesures les plus judicieuses avec le groupe d'experts.

[Ils avaient eu de toute façon l'amabilité, si l'on veut, ou la politesse élémentaire de nous consulter au sujet de cette circulaire, et nous leur avons donné notre point de vue.]

À la réunion, le chef de la SINA affirme qu'il peut s'agir d'un malentendu par rapport au message initial (ils ont pensé qu'on leur demandait de faire ce genre d'avertissement) ou alors que les autorités aient pensé qu'il était de leur devoir de mettre en garde les lignes aériennes et de se protéger de réclamations éventuelles. Il a dit qu'il transmettrait la position cubaine à Washington et qu'il n'y aurait pas de circulaire.

- 6 juin 1998. Nouvelle réunion d'Alarcón avec le chef de la SINA. Celui-ci remet un message de son gouvernement en réponse au document cubain remis la veille, qu'il lui avait lu auparavant au téléphone et qui est rédigé comme

suit :

1. Le projet d'avertissement remis à la partie cubaine est une « circulaire d'information ». Les lois et réglementations aéronautiques des États-Unis exigent que l'on fournisse des circulaires d'informations aux bureaux de sécurité intérieure des lignes aériennes chaque fois que le gouvernement étasunien a des informations crédibles relatives à une menace éventuelle à l'aviation.

[Ils expliquent donc qu'il existe des lois, des réglementations qui les obligent à donner une information. D'accord, on aurait pu discuter de la façon de procéder, mais sans inclure tous ces renseignements contenus dans le message.]

2. L'administration aéronautique fédérale émet chaque année de quinze à vingt circulaires d'information. Ce ne sont pas des documents publics.

[D'accord, ce ne sont pas des documents publics, mais si vous distribuez des dizaines et des centaines de documents, ça soulève l'alarme partout, vous ne pouvez plus mener une enquête sérieuse, et c'est bien ça qui est important, faire une enquête, vérifier, apporter des preuves, découvrir les auteurs et les capturer. Je dois informer ici des arguments discutés. Je ne connais pas toutes ces réglementations, et il se peut que les autorités étasuniennes se soient senties contraintes légalement de donner ces informations.]

3. Nos lois et réglementations nous obligent à informer sans délai les lignes aériennes dont les avions desservent Cuba depuis les USA soit directement soit par des pays tiers, ainsi que les gouvernements des dits pays tiers. Nous n'avons pas d'autre choix en l'occurrence dès que nous estimons que l'information est crédible.

[Oui, l'information était crédible, tout à fait. Nous étions bien placés pour le savoir, comme l'ont prouvé les réponses que nous leur avons données et qui prouvaient pertinemment que les données qu'ils nous avaient fait parvenir étaient vraies, et que les auteurs de certaines actions étaient sous les verrous, même si d'autres avaient pu échapper.]

4. Compte tenu de la nature de cette information, et de notre obligation de coopérer avec d'autres pays pour prévenir des attaques à l'aviation, nous continuons de croire important que les lignes aériennes volant depuis d'autres destinations et les gouvernements responsables soient informés par vous-mêmes ou par nous-mêmes. Si la Partie cubaine était en mesure d'avancer la réunion d'experts pour le début de la semaine prochaine (mardi ou mercredi, par exemple), nous proposerions de faire ces notifications après avoir eu l'occasion d'examiner l'information avec elle. Si cette réunion précoce n'était pas possible, nous ferions alors ces notifications. Toute mesure additionnelle pourrait être décidée durant la réunion d'experts durant la semaine du 15 juin.

[Cette note est du 6 juin. Et une réunion comme celle qui était prévue le 15 ne s'improvise pas, ne se prépare pas en deux jours. Il faut au moins cinq ou six jours, et il était donc impossible de l'avancer au 7 juin. De fait, la réunion a eu lieu à la date prévue, le 15 juin.]

5. Nous reconnaissons les points signalés par les autorités cubaines et nous nous efforçons d'éviter des entraves aux investigations et des dommages aux lignes aériennes et à l'économie cubaine. Nous respectons au maximum ces points dans le cadre de la discrétion limitée que nous offrent nos lois et réglementations, et dans celui de la priorité que nous accordons à la prévention d'attaques à des avions de passagers. Nous redisons que ces circulaires d'information sont une simple routine, et que, d'après notre expérience, même quand elles ont été rendues publiques, elles n'ont pas eu de retombées significatives ou durables sur le transport aérien de passagers ou de marchandises.

[Je dois dire que les fonctionnaires étasuniens répondaient à chacune des questions que nous leur avons posées. Ces échanges se sont déroulés, de mon point de vue, dans un climat de bonne foi. Il n'y a pas eu de mauvaise foi. Nous sommes tentés de mieux analyser, et nous avons constaté qu'ils insistent sur le fait que certains instruments légaux de leur pays les contraignent de le faire.]

Ce même jour, Alarcón remet au chef de la SINA une nouvelle réponse du ministère cubain des Relations extérieures rédigée comme suit :

Nous sommes en désaccord. La publicité probable concernant cette information porte préjudice aux investigations, satisfait les terroristes et stimulent leurs plans contre l'économie cubaine.

Nous ignorons et ne pouvons comprendre que des obligations légales puissent porter préjudice aux efforts consentis pour éviter des victimes humaines et des dommages matériels, alors qu'elles devraient les faciliter.

La divulgation détaillée des procédés pouvant être utilisés pour commettre de tels actes constitue une erreur inqualifiable qui peut favoriser les plans de groupes terroristes actifs ou potentiels.

[Nous ne voulions pas qu'ils publient cette circulaire, parce qu'ils fournissaient des renseignements techniques sur la façon de préparer des attentats !]

Nous respectons les vues des autorités étasuniennes, mais ne sommes pas d'accord avec la façon dont on doit contrer ces activités, lesquelles doivent être analysées à partir de l'information disponible, avec le soin et la profondeur nécessaires.

[On comprend tout clairement, maintenant. Il est incontestable que les autorités étasuniennes craignaient un fait de ce genre, un sabotage de ce genre se produise, et qu'on les accuse ensuite d'avoir possédé l'information et de ne pas l'avoir fait savoir aux compagnies aériennes, même si ça n'aurait servi absolument à rien, parce que les lignes aériennes n'étaient pas en mesure d'éviter un acte terroriste de cette nature, elles n'avaient pas les moyens ni les antécédents ni l'information nécessaires.]

Le chef de la SINA a dit avoir parlé à M. Dobbins, responsable de l'Amérique latine au Conseil de sécurité nationale, qui a demandé de faire connaître des commentaires supplémentaires suivants :

a..Que les lois étasuniennes, en vertu de traités internationaux, obligent les autorités à alerter les compagnies aériennes décollant des Etats-Unis et celles qui volent à Cuba depuis d'autres pays. Leur décision de transmettre cet avertissement est une preuve qu'elles prennent notre

information au sérieux et la jugent crédible.

[Et ils étaient si terriblement inquiets qu'ils voulaient faire connaître cette information sur-le-champ.]

b.. En ce qui concerne le paragraphe 4 du document, Dobbins a insisté pour que nous ne l'interprétions en aucun cas comme un élément de pression. Il s'agit de ce qui suit : même si les autorités étasuniennes ont l'obligation d'informer sans délai les lignes desservant depuis les USA, l'obligation concernant celles qui décollent d'autres pays, bien qu'elle existe aussi, n'est pas aussi pressante, mais elles ne peuvent la retenir une semaine entière. Théoriquement, la réunion d'experts pourrait permettre d'aboutir à la conclusion que la menace n'est pas si imminente, mais comme le point de départ est qu'elles jugent notre information sérieuse et crédible, elles ne pourraient pas attendre aussi longtemps sans s'acquitter de leur obligation.

[Je ne doute absolument pas que ces échanges de leur côté ont été faits de bonne foi. En fait, les deux parties ont fait preuve de beaucoup de sérieux, il est juste de le reconnaître.]

- 8 juin 1998. L'Agence fédérale de l'aviation émet la circulaire. [Celle dont nous avons parlé, à peine deux jours plus tard.]

- 15 juin 1998. La délégation du FBI arrive à La Havane pour soutenir des contacts avec les autorités cubaines.

- 16-17 juin 1998. Plusieurs réunions à La Havane entre experts cubains et fonctionnaires du FBI sur la question des plans d'attentats terroristes. La délégation du FBI reçoit une abondante information documentaire et testimoniale. Celle-ci comprend 64 folios fournissant des éléments d'enquêtes sur trente et un actes et plans terroristes contre Cuba de 1990 à 1998. La Fondation nationale cubano-américaine, impliquée dans la plupart de ces actions, a organisé et financé les plus dangereuses, en particulier celles commises par la structure terroriste que Luis Posada Carriles dirige en Amérique centrale. Les documents remis incluent aussi des listes détaillées et des photographies des armements, des explosifs et des moyens saisis à chaque opération. 51 folios contenant des informations sur l'argent apporté par la FNCA à différents groupes terroristes pour qu'ils puissent réaliser des actions contre Cuba ; ainsi que les enregistrements de quatorze conversations téléphoniques de Luis Posada Carriles au cours desquelles celui-ci informe d'actions terroristes contre Cuba ; des informations permettant de localiser Posada Carriles, telles que les adresses de ses lieux de résidence, des endroits qu'ils fréquentent, les caractéristiques de ses voitures et leurs plaques d'immatriculation en El Salvador, au Honduras, au Costa Rica, en République dominicaine, au Guatemala et au Panama ; ainsi que les transcriptions de huit conversations de terroristes arrêtés à Cuba dans lesquelles ils révèlent leurs liens avec Posada Carriles.

Les fonctionnaires du FBI ont aussi reçu 60 folios contenant les fiches de quarante terroristes d'origine cubaine, dont la plupart vivent à Miami, y compris des renseignements concernant leurs coordonnées. Ils ont aussi emporté trois échantillons, de deux grammes chacun, de substances explosives utilisées dans les bombes désamorçées avant leur explosion à l'hôtel Meliá Cohíba le 30 avril 1997 et dans un microbus de tourisme le 19 octobre 1997, ainsi que de l'engin explosif saisi sur deux terroristes

guatémaltèques le 4 mars 1998.

Ils ont aussi reçu cinq cassettes vidéo et huit cassettes audio contenant les déclarations des terroristes centraméricains arrêtés pour avoir posé des bombes dans les hôtels : ils y révèlent leurs liens avec des organisations terroristes cubaines opérant aux USA, et en particulier avec Luis Posada Carriles. La partie étasunienne reconnaît la valeur de l'information reçue et s'engage à répondre au plus vite une fois analysés les documents et matériaux. Or, curieusement, le FBI laisse passer presque trois mois sans donner la réponse sérieuse promise. Juste quelques nouvelles sans importance.

12 septembre 1998. Arrestation - faites bien attention : trois mois ne s'étaient même pas écoulés ! - de nos cinq compañeros, aujourd'hui Héros de la République de Cuba qui, dépêchés à Miami, constituaient la principale source d'informations sur les activités terroristes contre notre pays.
Fidel Castro, discours du 20 mai 2005 (extraits)

Les cinq, René Gonzalez, Fernando Gonzalez, Gerardo Hernandez, Ramon Labañino et Antonio Guerrero, sont donc arrêtés le 12 septembre 1998 par le FBI, avec la plus grande brutalité. Tous les cinq avaient réussi à infiltrer les groupes terroristes de la mafia cubano-américaine de Miami (Fernando Gonzalès avait infiltré le groupe d'Orlando Bosh, l'un des commanditaires de l'attentat contre l'avion de la Cubana de Aviacion, qui fit 73 morts) et les renseignements qu'ils avaient fournis avaient permis d'éviter de nombreuses victimes. Gerardo Hernandez est cependant accusé de « conspiration en vue de commettre un assassinat » car les USA le considèrent comme responsable de la mort des quatre membres d'équipages des deux avionnettes de l'organisation « Frères à la Rescousse » qui avaient été abattus en 1996 alors qu'ils violaient l'espace aérien cubain et inondaient Cuba de propagande contre-révolutionnaire. Le procès des Cinq sera une longue suite de violations des droits des accusés : confinement « au trou » injustifié, interdiction d'avoir aucun contact ni entre eux, ni avec les membres de leurs familles , ni avec leurs avocats, impossibilité de préparer une défense .Il faudra une campagne internationale de soutien pour qu'enfin ils réintègrent une cellule normale mais le procès aura lieu à Miami, siège des organisations contre-révolutionnaires cubano-américaines dont les membres , présents chaque jour au procès, n'épargneront aux jurés aucune menace ni manœuvre d'intimidation. Les condamnations seront très lourdes : 15 ans de prison pour René Gonzalès, 19 ans pour Fernando Gonzalez, perpétuité plus 10 ans pour Antonio Guerrero , perpétuité plus 18 ans pour Ramon Labañino, deux fois perpétuité plus 15 ans pour Gerardo Hernandez alors que dans le même temps, Luis Posada Carrilès, en prison pour avoir perpétré divers attentats contre Cuba,dont une tentative d'assassinat du président Fidel Castro, est libéré par Mireya Moscoso, la présidente du Panama où il était détenu, peu de temps avant le fin de son mandat, et reçu à Miami où il demande l'asile politique avant d'être arrêté par la police étasunienne qui refuse cependant son extradition.

III. LE JUGEMENT DE LA COUR D'APPEL :

Les trois magistrats de la 11^e cour d'appel d'Atlanta, (Etats-Unis) qui ont en charge le cas des Cinq combattants cubains contre le terrorisme a décidé aujourd'hui [9 août 2005] d'annuler les cinq sentences les concernant et d'ordonner un nouveau procès hors de Miami.

La décision de la cour d'Atlanta fut unanime pour reconnaître le droit de Gérardo Hernandez, René Gonzalez, Ramon Labañino, Fernando Gonzalez et Antonio Guerrero d'être jugés impartialement et dans une atmosphère non hostile, et d'avoir ainsi un procès équitable.

Cette sentence se base sur les arguments des défenseurs des combattants anti-terroristes cubains et est sans doute un pas important dans la bataille légale pour leur libération bien que le Ministère Public puisse encore faire appel.

De nombreuses agences de presse et de médias digitaux étrangers se font l'écho de la décision des juges d'Atlanta qui a été accueillie avec grande joie par les 246 comités pour la Libération des Cinq créés dans 82 pays des 5 continents qui demandent la libération de ces hommes dignes.

En septembre 1998, Gérard, René, Antonio, Fernando et Ramon avaient été détenus par le Bureau Fédéral des Investigations et condamnés à des peines de prison injustes et démesurées en décembre 2001 après un procès truqué.

L'unique but des Cinq était de défendre Cuba du terrorisme organisé et financé par la mafia anti-cubaine de Miami dont les actions ont toujours compté sur le consentement des administrations nord-américaines successives, celle de George Bush incluse.

Durant ce long procès, le Ministère Public ne présenta pas une seule preuve de la prétendue conspiration ni au sujet d'informations secrètes ni au sujet d'un danger supposé concernant la sécurité nationale nord-américaine.

La défense de ces valeureux combattants anti-terroristes demanda un nouveau procès hors de Miami et la nullité du précédent. Entre autres raisons, parce que le jury n'avait pas été impartial, précisément à cause du refus du changement de lieu et du procès équitable auquel les accusés avaient droit.

Le fait que dans ce procès arbitraire les avocats de la défense eurent seulement accès à 20% des preuves supposées au vu desquelles ils ont été condamnés est significatif.

Juan Diego Nusa Peñalver (Traduction rapide Gaston Lopez)

CONCLUSION :

EXIGER L'IMPOSSIBLE, C'EST LE FAIRE DEVENIR REALITE

Le 9 août, la Cour d'appel d'Atlanta a annulé les condamnations des cinq combattants anti-terroristes cubains détenus injustement aux USA depuis qu'ils ont été arrêtés en septembre 1998 et ordonné qu'un nouveau procès soit organisé hors de Miami. Depuis près de deux ans les défenseurs de René Gonzalez, Gerardo Hernandez, Ramon Labañino, Fernando Gonzalez et Antonio Guerrero, demandaient la délocalisation du procès car il est bien évident qu'aucun cubain ne peut être jugé impartialement à Miami, capitale de la mafia cubano-américaine. Cette décision n'est pas définitive car le Ministère Public a encore la possibilité de faire appel, mais c'est déjà une grande victoire pour nous tous qui depuis des mois, voire des années, luttons pour faire connaître le cas des Cinq à l'opinion internationale et pour faire reconnaître les droits de ces jeunes héros,

condamnés à la suite d'un procès effrontément truqué.

C'était déjà une grande victoire que d'être parvenu à faire paraître dans le New York Times une pleine page sur les Cinq, même si nous avons dû la payer au prix fort comme page de publicité. Cette fois, une étape a été franchie car c'est un tribunal qui reconnaît que ces condamnations sont pour le moins suspectes, pour ne pas dire totalement injustes, et c'est un tribunal étasunien.

Lorsque je m'acharnais, comme nous tous, à défendre les Cinq, combien de fois ai-je eu l'impression de me battre comme don Quichotte contre des moulins à vents... Combien de fois me suis-je sentie écrasée par l'ampleur de la tâche, l'épaisseur du mur du silence qui avait été érigé autour de cette affaire... Combien de fois me suis-je rassurée en me répétant jusqu'à plus soif qu'il n'était pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer... Non, je ne crie pas victoire prématurément car nous ne sommes pas au bout du combat et je suis bien consciente que la route sera encore longue jusqu'à l'acquittement qui serait le seul verdict véritablement acceptable, mais je me réjouis profondément que cette étape ait été franchie, je me réjouis d'avoir persévéré, et je crois que c'est seulement maintenant que je comprends réellement ce que Che voulait dire lorsqu'il disait qu'il fallait être réaliste et exiger l'impossible. Car ce qu'on nous dit être impossible ne l'est pas, rien ne l'est en réalité . Exiger l'impossible, c'est le faire devenir réalité.

Hasta la victoria siempre !

Françoise Lopez , 11 août 2005